

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Direction Départementale des Territoires

104

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre
de la société EURALIS Céréales
à ONDES

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet du département de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2010 autorisant la société EURALIS Céréales à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales, sur le territoire de la commune d'ONDES;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 août 2011;

Considérant que l'exploitant dans son courrier de l'exploitant daté du 16 juin 2011 indique ne pas avoir réalisé les travaux prescrits aux articles 7.1.6.2 et 7.1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé;

Considérant que l'exploitant dans son courrier daté du 16 juin 2011 indique poursuivre l'exploitation des cellules du silo A jusqu'au 31 décembre 2011;

Considérant que le site d' ONDES a été classé comme silo à enjeux très importants d'après la circulaire du 23 février 2007 relative à l'action nationale 2007 concernant l'amélioration de la sécurité des silos de stockage de céréales;

Considérant que, dans l'environnement proche des silos d'ONDES, des tiers et notamment un centre de formation professionnel pour adultes sont présents dans les distances d'éloignement forfaitaires prescrites à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2010 susvisé;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1:

La société EURALIS Céréales est mise en demeure de se conformer, **avant le 1^{er} septembre 2011**, aux dispositions des articles 7.1.6.2 et 7.1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2010:

- soit en réalisant les travaux nécessaires,
- soit en arrêtant l'exploitation du silo A et en vidangeant l'ensemble des cellules.

.../...

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EURALIS Céréales.

Toulouse, le 19 AOÛT 2011

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Françoise SOULIMAN